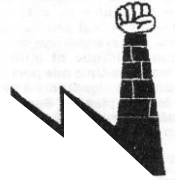


A CONTRE COURANT

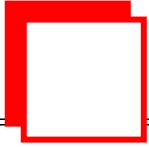
SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922



N° 250 – 1,50 € - janvier 2014

Pour l'Emancipation Sociale!



Le turbo dans le pédalo

Suite aux vœux présidentiels, les médias de gloser sur le prétendu changement de cap opéré par Hollande et de saluer son orientation sociale-libérale, feignant d'ignorer à peu de frais ses vrais engagements. Le «*capitaine de pédalo*» avait pourtant pris la peine de consigner son «*Rêve français*» en 2011. Dans ce livre, il promettait de naviguer en père peinard vers la réduction de la dette publique, de développer la productivité des travailleurs et de réduire les dépenses sociales. Certes, c'était avant l'émission des promesses électorales. Mais depuis, il y a eu, en 2013, le cadeau de 20 milliards de crédits d'impôts aux entreprises compensés par l'augmentation de la TVA, l'ANI cassant le Code du travail, facilitant les licenciements et les baisses de salaires pour sauver quelques emplois. «*Pépère*» a tenu le cap. Le 15 septembre, il s'est même proclamé «*Président des entreprises*» et voilà qu'on le presse d'accélérer la cadence. Mais le «*dialogue social*», la procédure parlementaire, ça fait naviguer à la godille d'autant qu'il y a toujours des godillots qui grognent, tempêtent et provoquent remous et couacs. Quand, entouré des patrons, il se fait le VRP des entreprises, y compris en débarquant en Arabie Saoudite, quand, chef de guerre, il prend le chemin de la brousse africaine pour conserver le pré-carré de la Françafrique au pas cadencé, ça a de l'allure ! Alors, sur les flots sociaux de l'hexagone, il met le turbo dans le pédalo ! Par ordonnances il légifèrera. «*Je veux*» a-t-il dit car «*tout signe de défaillance serait sanctionné par les marchés*»... et me mettrait la pâtée.

Finies les calembredaines sociales, foin du social libéral honteux ! Le Medef demande 100 milliards, Hollande promet 50 sur 2,5 ans, la chasse aux abus et excès à la Sécu, des ministères et des collectivités locales à la diète. Quant aux allocations familiales et de logement (y compris pour les étudiants), aux indemnités chômage, au RSA, tout cela sera revu à la baisse. Changer de cap ? Et le décret de fin d'année rayant de la liste noire des paradis fiscaux les Bermudes et Jersey ? Il a suffi que les banquiers, assureurs et autres filiales d'entreprises, douillettement installés dans ces confettis, avertissent le Président qu'ils allaient payer en mai un prélèvement à la source de 75% sur leurs produits de placement pour, qu'aussitôt, décision soit prise de les délivrer de cette angoisse !

Certes, une telle fougue provoque quelques clapotis : Yan Galut, rapporteur PS du projet de loi sur la fraude fiscale, s'est étonné de ce retrait «*quand même rapide*», «*surprenant*» ! Quant au «*pacte de responsabilité*» et de «*confiance*» au patronat, «*le bénéfice économique est incertain et le bénéfice politique improbable*» (Laurent Baumel), et pour JJ Urvoas «*les ordonnances, c'est comme un couteau... c'est blessant*». «*On n'est pas obligé de suivre Barroso et Merkel, comme des ânes*» (Marie Noëlle Lienemann). Bref ! Pas de quoi provoquer du gîte au pédalo, d'autant que Gattaz jubile «*Je suis satisfait*», l'UMP est sans voix, c'est son programme qu'on lui pique. Et les syndicats, divisés ? Esseulée, la CGT maintient sa journée d'action pour... février.

Ainsi, Hollande, à moins de rencontrer les vagues tumultueuses d'une jacquerie sociale inattendue, compte lancer son frêle esquif sur la mer transatlantique et libérale. La rencontre papale du 24 janvier prochain serait susceptible de l'exaucer et de l'absoudre de ses escapades terrestres en mobylette pour conter fleurette



Pas de numéro 0 de décembre dans votre boîte...

Cher lecteur,
Chère lectrice,

L'équipe d'ACC a connu quelques ratés pour boucler le numéro de décembre. Il paraît en janvier avec quelques ajustements.

L'autogestion démocratique d'une publication comme ACC n'est pas chose simple quand les rapports de forces, qu'ils soient mondiaux ou hexagonaux, nécessitent du temps d'échange pour construire réellement, à contre courant des pensées dominantes, une analyse la plus juste possible.

Ainsi, maintenir le cap d'une laïcité progressiste et ne rien céder face au racisme arabo-musulman, soutenir les luttes malgré leurs ambiguïtés, défendre le droit à l'emploi des travailleurs tout en récusant le mode de production et de consommation du capitalisme, participer au combat antisioniste et condamner l'antisémitisme, comprendre le processus heurté des «révolutions» arabes tout en saisissant la nature contre-révolutionnaire des mouvements qui tentent de les torpiller, sont autant d'enjeux difficilement maîtrisables au jour le jour.

Réorganisé, le comité de réalisation compte bien, avec vous, poursuivre l'aventure d'ACC. C'est le vœu que nous formons pour 2014. Nous comptons sur votre soutien, y compris financier pour nous permettre de répondre à vos attentes. Et elles sont certainement nombreuses : sur la situation des classes populaires et ouvrières, les retombées du Traité Transatlantique avec les USA, sur la montée des extrêmes droites fascisantes en Europe, la nature des mouvements sociaux et politiques en Ukraine, en Afrique du Sud, au Cambodge, les interventions militaires de la France en Centrafrique, au Mali, la situation des rapports de forces en Tunisie, en Syrie, en Irak, au Proche-Orient... Les sujets ne manquent pas.

N'hésitez pas à faire connaître votre point de vue (1), aidez-nous à diffuser notre publication et à multiplier le nombre de nos abonnés. La petite presse libre pour l'émancipation sociale et politique, c'est l'affaire de tous, et d'abord de nos lectrices et lecteurs.

Le comité de réalisation

(1) Adresse postale à Mulhouse inchangée
mais nouveau courriel à utiliser :

aesfc@orange.fr

billet d'humeur

A trop avoir la tête près du bonnet, on peut se boucher les yeux !

Certes, il n'est pas simple de comprendre, dans l'immédiat, ce qui se passe dans un mouvement de rébellion sociale qui s'impose sur la scène qu'elle soit nationale ou internationale. Traumatisés que nous sommes par le syndrome du *manipulé*, le premier réflexe n'est pas l'enthousiasme du «révolutionnaire» mais le doute : qui est derrière ça ?

Suite aux révélations de manipulations, tels le faux charnier de Timisoara, les nouveaux-nés sortis de leurs couveuses à Koweït city, ou encore les armes de destruction massive en Irak, notre prudence de *chat échaudé*, soit nous tétanise «*attendons pour voir*», soit nous fait prendre parti sans discernement : «*C'est le complot impérialiste états-unien qui est à l'œuvre*» ou inversement «*c'est l'islamisation du monde qui est en marche*». C'est ce doute qui s'est insinué lors des révoltes dans les quartiers populaires en 2005, ou lorsque les peuples tunisien et égyptien ont «dégagé» leurs dictateurs ou encore lorsque les rebelles syriens se sont dressés contre le tyran Assad et, plus récemment, quand Hollande se précipite au Mali et en Centrafrique pour «*terrasser le terrorisme*». C'est le même scepticisme qui peut nous rendre frileux quand il est question de soutenir un mouvement social.

Faut-il ou non prendre parti pour les Bretons en colère contre les conséquences de la politique productiviste et la concurrence effrénée, poursuivies par le *Président normal* à la suite de ses prédécesseurs, *bonnet blanc et blanc bonnet*, non ? Aussitôt le doute est là : qu'est-ce qui se cache sous le bonnet ? Sont-ce de vrais révolutionnaires ? Au fait, ça se reconnaît comment un «vrai» ? A son bonnet ou à ce qu'il exprime ? Certes, il est souvent bien plus confortable de se positionner dans un camp : «*mon parti a dit*» ou «*ma centrale syndicale affirme*» que de se donner les moyens pour comprendre ce qui se passe. Ce qui est incontestable, c'est la colère et le ras-le-bol de ceux qui manifestent. Tous les bonnets ne sont pas phrygiens, certes, mais ne défendent-ils pas de justes causes démocratiques ou antiproductivistes... ? Quand des dizaines de milliers de personnes sont dans la rue il ne peut être question de les ranger, toutes, dans le camp des réactionnaires, des manipulés par les patrons, voire par l'extrême droite. Agiter les chiffons, les bonnets ou les foulards sans se donner la peine de lire, d'écouter, de comprendre ce qui se passe, c'est se boucher les yeux sur les processus en cours.

Odile Mangeot

Le fond de l'air est gris (1)

Sur la signification de la mobilisation bretonne

Morosité, colère, résignation... et, de nouveau, explosion de colère. Les sondages le disent, les préfets s'alarment. Selon l'étude menée par l'institut CSA, 58% des Français perçoivent la mondialisation libérale comme un danger pour eux-mêmes, 77% constatent que les inégalités se sont aggravées, 88% pensent que les gouvernements, qu'ils soient de droite ou de gauche, ne se préoccupent pas des gens comme eux, 30% se disent devenir pauvres dont 55% parmi les classes populaires. Quant à l'institut BVA, chargé de définir les aspirations des Français dans 10 ans, il note que 55% souhaitent que l'Union Européenne ait moins de pouvoir, voire la fin de l'UE (23%). Pour 75%, la prise en charge de la protection sociale et pour 70% l'emploi sont prioritaires. Les partis seraient-ils «*discrédités*» et les syndicats «*dépassés*»? Assisté-t-on comme le disent les médias à une poussée poujadiste? Voire! L'historien Garrigues renvoie ce phénomène politique aux mécontents et victimes des Trente Glorieuses et affirme que nous vivons «*une crise économique et sociale sans précédent*» qui «*frappe toutes les régions et catégories populaires et moyennes*», l'on assisterait à une coupure entre ceux d'en haut et ceux d'en bas.

La chronique des événements de Bretagne et leur enchaînement sont à cet égard significatifs pour autant que l'on ne se laisse pas enfumer par les manœuvres et récupérations qui les ont marqués.

Ambiguïtés, mobilisations, divisions

Appel de Pontivy, **le 16 juin**, dans le Morbihan. Il est pratiquement passé inaperçu. Trente patrons locaux se sont réunis pour fonder un comité de convergence des intérêts bretons. Face à la crise du système agro-industriel breton (voir plus loin), ils réclament un «*droit à l'expérimentation régionale*». Partisans de l'Europe des régions, ils entendent transformer la Bretagne en zone franche, leur permettant d'utiliser dumping social et fiscal pour faire face à leurs concurrents brésiliens, allemands, polonais... Dans ce cadre, ils s'insurgent contre l'écotaxe... FO Finistère réagit : «*Nous ne voulons pas d'une régionalisation du droit social et des conventions collectives*». **Début octobre** est connu le rapport confidentiel demandé aux préfets : il note la montée de l'exaspération des Français, leur sentiment d'abandon et le «*choc psychologique dû au matraquage fiscal des foyers jusque là non imposables*»

En Bretagne les licenciements se succèdent. Chez Gad (poulets), c'est près de 900 emplois supprimés. Le 25 octobre, après 3 semaines de mobilisation contre la fermeture d'un abattoir, l'occupation de l'aéroport de Brest, le blocage du pont de Rennes, le blocage d'autres abattoirs où la surcharge de travail a nécessité l'embauche en catimini de Roumains sous-payés, ils obtiennent 400 € de prime de licenciement par année d'ancienneté et le paiement des jours de grève. Mais rien sur la possibilité de la reprise du site de Lampaul, encore moins sur sa dépollution. **Le 14 octobre**, les licenciés s'unissent, ceux de Gad, ceux de Tilly-Sabco (poulets) de Marine-Harvest (saumon)... car toute la filière agro-alimentaire est touchée. Ils manifestent à Brest, à Morlaix... Les confédérations syndicales semblent (?) aux abonnés absents. 700 salariés de Marine-Harvest appellent à la coordination des luttes. Ils s'adressent au maire de Carhaix (8 000 habitants), «*l'homme*» qui a empêché la fermeture de la maternité et de la chirurgie de l'hôpital de cette ville. **Le 18 octobre**, ce sont 600 travailleurs de Doux, Gad, Tilly-Sabco qui lancent un appel à la «*levée en masse*» pour «*vivre, décider et travailler au pays*». Cet appel est relayé par le NPA, les Alternatifs, l'UDB (Union Démocratique Bretonne), ATTAC, les Zadistes de l'aéroport Ayrault et même par le Front de Gauche. L'initiative échappe aux états-majors des partis et des syndicats, pire, elle prend un caractère antigouvernemental qui les effraie. Un appel est lancé pour une grande manifestation à Quimper contre les licenciements.

Le 26 octobre, la FDSEA lance ses opérations contre les portiques de l'écotaxe. Plus de 1 000 personnes y participent avec plusieurs centaines de camions, de tracteurs remplis de pneus, de choux-fleurs, d'œufs, de bottes de paille. L'UMP soutient. Des heurts violents se produisent avec les CRS. La FDSEA, forte de ces relatifs succès, appelle à manifester à Quimper avec les licenciés. La direction de la CGT s'en saisit pour s'y opposer et appelle à manifester à Carhaix. La division va-t-elle s'installer, faut-il manifester avec les agriculteurs et les patrons?

Le 28 octobre, la Fédération du PS «*souhaite l'annulation (interdiction ?) de la manifestation à Quimper et «*l'ajournement de l'écotaxe*».*

Le 30 octobre, réunion des états-majors syndicaux CGT, FSU, Solidaires pour

l'organisation de la manif à Carhaix. PC et PG favorables. SUD propose de participer aux deux manifs, à 10h à Carhaix et à 15h à Quimper. Refus catégorique.

Les deux manifs du 2 novembre Quimper. Carhaix

A Quimper, 30 000 salariés, précaires, chômeurs, jeunes, retraités, artisans, paysans, ceux de Marine-Harvest, Gad, Doux, Tilly-Sabco, la CGT Marine-Harvest, des syndicalistes. Toute la gauche bretonne et toute la gauche radicale sont là (NPA, Alternatifs, Breizh Résistance, UDB) et même des antilibéraux, des Zadistes, des Front de Gauche et aussi, des Verts. C'est la plus grande manif, qui plus est dynamique, qu'ait connue Quimper avec pour thématiques : «*Pour l'emploi, vivre et travailler en Bretagne*», «*contre le productivisme et contre le gouvernement Hollande-Ayrault*». Les patrons sont discrets, les Identitaires esseulés. Les chants entonnés comme les prises de paroles sont significatifs : Bella Ciao, la blanche hermine, la rage du peuple de Keny Arkana, puis, après quelques échauffourées avec les CRS, les propos tenus par les délégués FO de Doux, de Marine-Harvest, de la CGT des pêcheurs, de SBFM (Société bretonne de Fonderie et Mécanique), ne laissent pas place au doute. C'est une manifestation d'unité populaire, même si l'on peut noter quelques ambiguïtés.

A Carhaix, le 30 novembre, l'ambiguïté populaire

C'était la fête populaire, les artistes se sont succédé devant plus de 30 000 personnes, il y avait des «*marins, des ouvriers, des paysans*», des précaires, jeunes pour la plupart, mais aussi des patrons et des représentants de la FDSEA. Tous étaient plus ou moins venus en famille. Tous bonnets rouges pour la solidarité... bretonne. Troadec, le maire de Carhaix, maintenait l'ambiguïté, lui, le leader du mouvement Bretagne et Progrès. Il s'agit pour les patrons bretonnants, au-delà des chants chaleureux, de refroidir la colère populaire tout en quémandant de nouvelles subventions et subsides.

Face à cette hégémonie sur le mouvement social breton qui tend à s'instaurer, des collectifs pour l'emploi contre les patrons licenciés tentent de faire entendre leurs voix. Gageons qu'ils ne seront pas présents aux tables rondes discutant du pacte d'avenir de la Bretagne. A moins que dans la rue...

A Carhaix, à 75 km de là, toute la bureaucratie syndicale et politique mobilise 10 000 personnes dont ceux d'Ile-et-Vilaine, de Loire-Atlantique, des Côtes d'Armor. Le défilé un peu tristounet affirme qu'il faut faire pression sur les députés (PS ?) car se battre contre le gouvernement c'est renforcer la droite (air connu !), d'ailleurs, à Quimper, c'est une manif patronale...

Tentative de reprise en mains, divisions et récupération électoraliste.

Les événements qui suivent, largement relayés par les médias, font état des mobilisations contre les portiques, initiées par la FNSEA et les patrons routiers bretons. L'occupation de la préfecture de Quimper pendant 12 heures et le blocus de l'aéroport de Brest sont pratiquement ignorés. Les directions confédérales, toutes unies - CGT, CFTD (!), CFTC, CGC, FSU, Solidaires- veulent rattraper la colère pour mieux l'étouffer. Objectif : 30 000 manifestants dans toute la Bretagne et dans 4 endroits différents, le 23 novembre. FO se désolidarise et appelle à un grand meeting... parisien (!) le 29 janvier 2014 (!). Pour les autres, il s'agit *«d'appuyer le pacte d'avenir pour la Bretagne»* proclamé par le gouvernement, même s'il est *«jugé insuffisant»*. De fait, l'opération consiste surtout à casser la mobilisation prévue, cette fois à Carhaix, le 30 novembre. La division est en marche. Mais **le 23 novembre**, le succès n'est guère au rendez-vous : les 4 manifs départementales ne mobilisent, au mieux, que 10 000 personnes, essentiellement des militants des confédérations : 3 à 4 000 à Rennes, 3 000 à Morlaix, 1 500 à Lorient, 600 à Saint-Brieuc. Ce sont des déambulations sans envergure malgré le *main dans la main* de Berger (CFTD) et Le Paon (CGT)...

Mais, **à Carhaix, le 30 novembre**, ils sont encore 30 000, dans une ambiance festive, à réclamer la fin du dumping social, l'arrêt des licenciements et la suppression de l'écotaxe. Mais le mal est fait.

Le Medef Finistère s'est retiré, *«satisfait de la suspension de l'écotaxe»*, préoccupé de discuter du pacte d'avenir et des subventions publiques attendues. Même si la CGT des marins du grand-ouest bien es-soulée après le retrait de FO-Doux témoigne que les salariés licenciés ne sont pas absents de cette manifestation festive, dans ces conditions l'on comprend que les députés PS du Finistère se réjouissent : *«La mobilisation commence à faiblir», nous allons «retrouver une dynamique plus vertueuse»*. Quant au NPA, il s'obstine, malgré les difficultés, à constituer un *«pôle ouvrier pour l'emploi»*.

L'écotaxe, une arnaque néolibérale

Présentée comme une taxe écologique censée assurer la transition énergétique, cette taxe Borloo, votée à l'unanimité par la droite, le PS et les Verts, est en fait un cadeau supplémentaire au capital financier. Elle n'entend pas favoriser le ferroutage, mais la réfection des routes départementales, ce qui explique que nombre de conseils généraux s'en sont dits preneurs.

Elle concerne 600 000 véhicules français et 200 000 étrangers de plus de 3.5 tonnes qui circulent sur des routes non payantes. En sont en effet exclues les autoroutes et les routes nationales entre la France et l'Italie, ainsi que la Corse (abattement de 50% pour la Bretagne). Elle favorise ainsi le transport à grande distance sur autoroutes, donc l'agrobusiness, les géants de la logistique et de la grande distribution. En revanche, elle pénalise le transport de proximité et les petites exploitations agricoles.

Ce sont de nouveaux fermiers généraux qui, grassement payés, la recouvrent et installent des portiques (les nouveaux octrois !). La perception de la taxe est privatisée sous forme d'une convention dite de «partenariat public privé». L'Etat a en effet confié à un groupe financier privé italien, Autostrade, cette mission, lequel a engagé 30 millions pour un projet évalué à 800 millions. L'emprunt de 770 millions consenti par des banques à 7% (excusez du peu) assure ainsi une rente confortable aux banquiers. L'Etat s'est par ailleurs engagé à reverser **20% de la recette** à Autostrade, soit sur 1.2 milliard, 280 millions, soit, nous dit-on, **20 millions par mois et ce, pendant 13 ans**... et, en cas de non mise en œuvre de l'écotaxe, la bagatelle de 800 millions d'indemnités. Quant aux portiques détruits... le coût reste à ajuster comme celui de sa suspension... provisoire. N'en rajoutez pas !!!

Et les âmes bien intentionnées nous disent qu'il ne faudrait pas remettre en cause cette arnaque... ou pour faire bonne figure, s'en tenir à une renégociation... difficile !

Et l'épisode va se clore le 1^{er} décembre, momentanément (?), par la manifestation antifiscale parisienne initiée par Mélenchon contre la hausse de la TVA et pour la suppression du crédit d'impôt aux entreprises. 20 000 à 30 000 (?), mais certainement ni 7 000, ni 100 000 personnes défilent pour des raisons de promotion électoraliste. La «révolution citoyenne» semble bien appelée à se noyer dans les urnes.

Malgré toutes ces manœuvres, les racines de la mobilisation bretonne ne sont pas prêtes de pourrir. L'accalmie pourrait bien être de courte durée.

En Bretagne, un système agro-industriel en fin de course. Une région en crise.

C'est en fait la fin des subventions européennes à l'exportation, et surtout la concurrence des pays à bas salaires, comme le Brésil ou la Pologne, ou de ceux qui recourent, comme l'Allemagne ou le Danemark, aux travailleurs détachés des pays de l'Europe centrale qui viennent percuter un modèle productiviste tourné vers l'exportation. Même la pratique du lobby porcin qui, en 2012, a exporté 750 000 bêtes vivantes pour les faire abattre et découper dans les pays à bas salaires, quitte à assurer leur conditionnement en Bretagne, ne peut plus guère faire face à la concurrence. Cette croissance de la production bas de gamme qui recourt à l'élevage intensif et au transport routier des porcs et des volailles congelés (ces dernières sont surtout exportées au Moyen Orient) est obsolète. Non seulement, il est source d'une pollution prolifique (taux de nitrates dans l'eau, algues vertes sur les plages) mais, même les «dégraissages compétitifs» ne suffiront plus à lui redonner vie. Certes, la famille Doux reste la 144^e fortune de France après avoir bénéficié d'un milliard de subventions en 15 ans. Certes, Tilly-Sabco a encore engrangé 2 millions d'euros et Marine-Harvest 113 millions rien qu'au 1^{er} trimestre 2013, mais tout porte à croire que leurs capitaux vont s'investir dans des climats plus cléments...

Dans cette région, jusqu'ici moins touchée par la crise (9% de chômage), l'on a dénombré 6 000 suppressions d'emplois en 2012 dont la perte d'un tiers des effectifs de PSA Rennes et déjà plus de 800 plans de licenciements sur l'année 2013. Toutes les classes sociales sont touchées, brutalement, salariés licenciés, agriculteurs endettés dont les revenus s'effondrent, petits commerçants, artisans y compris les transporteurs régionaux. On assiste à un délitement du tissu social dans une région bastion du PS où l'immigration est pratiquement absente et où le FN était (jusque là) inexistant. C'est dire que l'interprétation de ces manifestations d'ampleur en termes d'autonomisme breton est absurde (cf encart page précédente *A Carhaix le 30 novembre, l'ambiguïté populaire*), tout comme les invectives mélenchonistes contre «les esclaves qui (à Quimper) manifestent pour les droits de leurs maîtres». Quant aux propos de la CFTD qui s'en prennent aux

patrons, ils sont «hallucinants» alors même que cette direction confédérale vient de signer l'ANI (Accord National Interprofessionnel)(2) consistant à rendre le «travail plus flexible» en facilitant les licenciements, les pertes de salaires et d'avantages sociaux. Ces organisations, dites de gauche, pourraient bien payer leurs insultes au prix fort... même si elles consentent à dire qu'elles comprennent cette colère «poujadiste» (?). Certes, l'ère des tables rondes, consultations et discussions autour d'un pacte d'avenir peu de chagrin risque de calmer la colère mais jusqu'à quand ? Car les pilules amères à ingurgiter sont légion et ne concernent pas que la Bretagne.

Contre-révolution fiscale Endettement. Compétitivité et ponctions fiscales.

Le Hollandisme : un régime qui dispose d'une base électorale populaire pour tenter de satisfaire à la fois les grandes entreprises françaises en difficultés face à la concurrence mondiale, tout en rassurant les créanciers de l'Etat sur ses capacités à rembourser les dettes de l'Etat. Pour ce faire, il doit abuser de la croyance populaire sur ses bonnes dispositions de gauche, tout en rognant à minima sur les privilèges des nantis.

Tout d'abord, en mettant le moins possible en cause la diminution des impôts consentis aux classes privilégiées. La tranche des plus hauts revenus taxés à 65% en 1986, baissés à 40% sont augmentés à 45%. Le taux de l'impôt sur les sociétés fixé théoriquement à 33% après avoir connu multiples baisses, pas question d'y toucher, ni même aux multiples dérogations qui permettent en moyenne aux entreprises du CAC40 d'être taxées à 8% voire pas du tout, alors que les PME versent 28%. Toute cette contre-révolution fiscale a été chiffrée par le Conseil des prélèvements obligatoires : perte de recettes de 150 milliards d'euros. Quant aux niches fiscales, elles représentaient 150 milliards pour l'année 2010. Pas question non plus de revenir, et encore moins d'abroger le gel du barème de l'impôt sur le revenu (par rapport à l'inflation), instauré par Sarko-Fillon. Le changement dans la continuité doit prévaloir. Ainsi, nombre de ménages sont devenus imposables et d'autres (des couches moyennes salariées) ont payé plus. Au total, pour 2013, c'est une ponction de 3,4 milliards pour 16 millions de foyers fiscaux sur 36,4 millions.

Faut-il évoquer les fraudes aux cotisations patronales pour travail dissimulé (16 milliards), les 80 milliards qui auraient pu être perçus mais se dissimulent dans les paradis fiscaux... car il n'est aucunement question de taxer les 140 filiales, pour ne prendre que cet exemple, de LVMH de Bernard Arnault, ce PdG français qui voulait

être belge et dont la fortune personnelle se monte à 24,3 milliards d'euros. Non ! «Compétitivité» oblige, on ne touche pas à ce grisbi, on en rajoute en ponctionnant le popolo, en comptant sur son image de gauche moderne pour qu'il ne crie pas : Assez !

La mission confiée par la classe dominante française et bruxelloise à Hollande et ses pairs consiste à parvenir à résorber les quelque 1 800 milliards de dettes de l'Etat, accumulés suite à la contre-révolution fiscale, à la crise et au renflouement des banquiers qui, désormais, se portent on ne peut mieux, même s'ils restent frileux pour prêter. Cette deuxième droite se doit, dans le même mouvement, de prendre des dispositions pour assurer la flexibilité et la compétitivité suffisantes aux entreprises françaises. Et ce sera l'accord sur l'ANI et les crédits d'impôt de 20 milliards consentis aux entreprises afin qu'elles soient plus vigoureuses face à la concurrence mondiale. Les caisses sont vides, qu'à cela ne tienne, les consommateurs paieront et l'augmentation de la TVA au 1er janvier 2014 n'a pas d'autre objet (les taux passent de 19,6% à 20% et de 7 à 10%). Bien qu'il y ait eu le passage d'ici 2020 à 41 ans et 3 trimestres travaillés pour bénéficier d'une retraite à taux plein dont peu bénéficieront, cela ne suffit pas à résorber la dette sociale. Déjà la Commission Européenne relève que «l'effort» n'est pas suffisant, qu'il faut passer à 42, voire 43 années de cotisation, augmenter la CSG. Attentifs à ces remarques sourcilieuses, Ayrault et sa «bande de godillots», bien que réticents, ont voté les prélèvements sociaux sur les plans d'épargne logement et l'épargne salariale et ont porté leur taux à 15,5%. Rien n'est laissé au hasard, ainsi la baisse du quotient familial qui va toucher 883 000 foyers fiscaux. Ils verront leurs impôts augmenter de 555 euros ... en moyenne. Et pépère Hollande que l'on dit «mollasson» et «sans conviction» (3) s'est engagé à réduire les dépenses publiques de 60 milliards sur 4 ans, soit 15 milliards par an jusqu'à la fin du quinquennat. Le mollasson n'y va pas avec le dos de la petite cuillère ! Les services publics vont trinquer, tout comme les collectivités territoriales. La nouvelle appellation de la RGPP sarkozyste, rebaptisée MAP (Modernisation de l'action publique) s'est érodée à gratter jusqu'à l'os, paraît-il. Paraît que l'on peut encore rogner en réduisant les dotations aux collectivités locales et en instaurant un malus pour celles qui seraient en sureffectifs...

Face à l'endettement massif de l'Etat, à la nécessité de conquérir de nouveaux marchés sur les concurrents en période de surproduction (dans la novlangue, parlez de surcapacité) il n'est pas d'autre logique à l'ère néolibérale que de servir au mieux

les créanciers, actionnaires et autres rentiers du capital en attendant le retour hypothétique de la croissance... à la japonaise, soit la stagnation voire la récession. Dans ce cycle qui se poursuit, les requins sont appelés à grossir et le peuple à subir.

La révolte bretonne, un prélude ?

L'hécatombe a commencé sur l'ensemble du territoire. Sur les 12 derniers mois, 44 000 entreprises, essentiellement des PME, sont, après dépôt de bilan, en liquidation, 62 431 en procédure de sauvegarde. Il paraît que c'est un record historique ! Quant à la précarité des salariés, elle a des allures d'emballage : en 2003, il y avait 1,8 million de salariés en CDD, ils sont désormais 3,7 millions, dont 1 million possède (!) un CDD de moins d'un mois. Au 1er trimestre 2013, selon les comptes de l'URSSAF, 86% des recrutements en entreprises sont des CDD.

Faut-il encore s'étonner de la révolte bretonne et du «ras-le-bol fiscal» ? Ce gouvernement et son Président qui joue les matamores guerriers, savent qu'ils scient la branche sur laquelle ils sont assis. Leur politique ne s'attaque plus seulement aux salariés, chômeurs, précaires, mais également à la petite bourgeoisie et aux classes moyennes, dont DSK disait que c'était le fonds de commerce du PS. Ils comptent sur leurs relais pour agiter, selon les saisons, les spectres des étrangers, de la droite qui serait pire (on nous a déjà fait le coup !), voire plus sûrement de l'extrême droite fascisante. Divisions, diversions : n'y aurait-il pas encore un nouveau mariage pour tous pour ressouder le peuple de gauche ? Il y a mieux désormais, les boucs émissaires populistes, tous confondus dans la même réprobation, même si, au bout du compte, cette deuxième droite, pour faire mieux que l'ancienne, compte sur une désaffection par voie d'abstention massive. Ne peut-on pas gouverner avec 50%, voire moins, de votants ?

Au fur et à mesure que la crise économique se transforme en crise sociale, la lente décomposition-recomposition difficile du paysage politique va se poursuivre, le défi réside dans la capacité des classes ouvrières et populaires à conquérir leur autonomie pour faire surgir une unité populaire dont on a peut-être entrevu les prémices en Bretagne.

Gérard Deneux, le 9.12.2013

(1) En référence au film de Chris Marker «*Le fond de l'air est rouge*» sur les années 1968-1974

(2) Cf article «*L'ANI au goût amer*» paru dans ACC n° 242 – mars 2013

(3) Chantal Delsol, philosophe, dans une tribune du *Monde* du 23 novembre 2013

Les pour vous

La révolution fut une belle aventure

Des rues de Berlin en révolte
aux mouvements radicaux américains (1918-1934)

Paul Mattick

Le sous-titre nous brosse d'entrée l'espace de temps consacré au contenu du livre. Témoignage de l'engagement radical de P. MATTICK dans le mouvement social pour l'avènement d'une société libérée de l'exploitation, depuis son plus jeune âge - à quatorze ans il est délégué syndical des apprentis chez Siemens - d'abord dans la période révolutionnaire allemande de 1918-1920, puis, à la suite du reflux du mouvement, à Chicago où il a émigré en 1926, avec les IWW (Industrial Workers of the World) syndicat révolutionnaire prônant l'action directe collective, ce livre résulte pour l'essentiel d'un entretien qui eut lieu en 1976, cinq ans avant sa disparition (1981).

L'interview en question a la particularité de se présenter sous deux formes. La première donne libre cours à MATTICK qui raconte son enfance faite de privations, de recherche en bandes des moyens alimentaires de survie (les «expropriations»), de sa haine contre l'autorité, et bien sûr de son engagement dans les révoltes ouvrières et dans le mouvement révolutionnaire -spartakiste- allemand, et plus tard, dans le syndicalisme radical américain très actif lors de la grande crise économique de 1929. Cette partie, la plus étendue, présente la particularité de se lire quasiment comme un roman. La seconde restitue un échange dense entre l'interviewer et MATTICK, dans lequel le premier cherche à cerner la pensée théorique du second sur certains aspects de sa réflexion. L'entretien s'achève dans les années quarante quand l'engagement politique de MATTICK sur le terrain s'arrête.

L'homme est surtout connu comme théoricien. Marxiste, il déclare ne pas partager toutes les thèses de MARX. De la lecture qu'il a faite du penseur il déclare : «La seule chose qui m'intéresse vraiment chez Marx est sa découverte de la contradiction interne au système de production capitaliste... » (page 154) ajoutant quelques lignes plus loin : «Je le répète : je suis convaincu que Marx a raison sur le fait que ce système porte en lui le germe de sa propre destruction» (ibid.). Antiautoritaire, il s'oppose au bolchevisme, et bien sûr au stalinisme, comme au nazisme qu'il fuira, prônant le communisme de conseils. Mais c'est plus particulièrement la période 1918-1924 qui a motivé les auteurs de ce livre qui porte un témoignage exceptionnel sur le moment. MATTICK s'y est révélé un acteur et un agitateur hors pair. Son parcours brosse un tableau précis du climat social de cette période où action directe et répression, illégalisme et clandestinité constituèrent son lot quotidien, où la violence n'était jamais absente : il faillit être fusillé par les sbires de Noske après une rafle. On fusillait et assassinait facilement à l'époque : K. Liebknecht et R. Luxemburg que MATTICK a rencontrés en furent les victimes les plus connues.

Il écrivait peu dans ces moments-là, même s'il contribuait à diverses gazettes. Il n'avait pas le temps, disait-il, de théoriser le mouvement révolutionnaire, ce qui fut interprété par certains commentateurs comme représentant deux faces de sa vie. En réalité, il le précise dans l'entretien, il a toujours pensé, analysé son action dans les heures chaudes, mais faute de disponibilité, il ne transcrivait pas ses réflexions et analyses. De fait sa vie ne fut jamais séparée en deux activités : la pratique et la théorie. «Le souffle révolutionnaire en a fait la fusion, souffle qu'on retrouvera toujours, pour peu qu'on le cherche, dans ses œuvres plus théoriques» (postface p 168). Les dernières années de sa vie le transportèrent dans différents pays européens, dont la France, où, mieux connu depuis 1970, il fut sollicité pour de nombreuses conférences et débats.

Au bout du compte, on précisera qu'à la lecture, captivante, de ce livre, on accompagne la vie d'un homme dont l'exemplarité du refus de parvenir ne fut pas la moindre des qualités. Si la révolution fut pour lui «une belle aventure», sa vie même en fut une également.

On notera encore, à l'appui de cet entretien, l'apport d'un matériel de notes particulièrement riche. Le livre est disponible aux Editions «L'Echappée», 2013, 192 pages, 17 euros

Jean .Forchandre

On rappellera la réédition, dans la même période, aux éditions La Fabrique», de *Souvenirs d'un Révolutionnaire* de Gustave LEFRANCAIS . Ce livre est un fort témoignage du communard LEFRANCAIS (1826-1901) sur l'espace de temps qui va de 1848 à 1871. La violente répression en 1848 contre les manifestations ouvrières seront déterminantes pour son engagement qu'il ne quittera pas jusqu'à son exil en Suisse après la chute de la Commune de Paris.

Point commun de ces deux livres ? La marche vers l'émancipation est semée d'embûches, mais il ne faut pas renoncer ; il ne faut pas déléguer à d'autres sa part de souveraineté

JF

La violence des riches

Chronique d'une
immense casse sociale(1)
M&M. Pinson-Charlot

«Si tous les Français lisent ce livre, c'est la révolution!», s'exclama Michel Drucker sur le plateau de *On n'est pas couché* (France 2), le 5 octobre. Ce soir-là, Laurent Ruquier avait convié entre autres l'animateur préféré des mamies ainsi que la sociologue Monique Pinçon-Charlot. Si pour l'heure je n'ai enregistré aucun soubresaut d'evergure, la susnommée et son époux frappent fort, une fois encore. Après *Le Président des Riches. Enquête sur l'Oligarchie dans la France de Nicolas Sarkozy*(2) et *L'argent sans Foi ni Loi* (3), ils s'attaquent de front au capitalisme, qu'ils préfèrent qualifier de «néo-libéralisme». Ce n'est pas courant d'entendre quelqu'un(e) affirmer dans une émission du paysage audiovisuel français : «Nous ne sommes pas dans une crise, une récession banales, mais dans une guerre, une descente aux enfers».

Sous nos latitudes, les 10% les plus aisés possèdent en moyenne 552 300 euros, œuvres d'art non incluses, puisque, grâce à Laurent Fabius, à l'époque très influent ministre du Budget, elles n'entrent pas dans le calcul de l'impôt sur les grandes fortunes inscrit dans la loi du 30 décembre 1981. Les avoirs des plus modestes oscillent autour de 2 700 euros, 0,1% du patrimoine global des ménages. La violence des rapports sociaux, concrète, perceptible jusque dans la chair, broyeuse d'existences et annihilatrice de tout projet d'avenir pour tant de citoyen(ne)s, est aussi «symbolique». Parmi ses effets les plus pervers : que «les travailleurs tressent eux-mêmes la corde avec laquelle ils seront pendus», alors qu'ils constituent «la source de la richesse». La multitude, gavée par les billevesées qu'inculquent médias, «experts» et agences de communication, intériorise les schémas de domination comme quasiment légitimes, «normaux», inéluctables. Les oligarques de toutes obédiences assoient aussi leur pouvoir exorbitant sur des manipulations sémantiques, à travers une corruption langagière crypto-orwellienne. Ils avancent «sous le masque de la démocratie et des droits de l'homme, avec cette capacité à transformer, par l'intermédiaire du droit et de l'art, leurs intérêts particuliers» en bienfaits pour la collectivité. Mais, «la perpétuation de ce système économique-politique déboucherait sur une déflagration mondiale, une régression atroce, avec l'obscurité de la nuit réactionnaire pour quelques siècles».

Cet ouvrage des plus percutants achèvera de convaincre les derniers sceptiques que le PS est bien la «deuxième droite»(4) si pertinemment dépeinte par Jean-Pierre Garnier et Louis Janover.

René Hamm

(1) Ed La Découverte «Zones», septembre 2013, 255 p, 17 €.

(2) Ed La Découverte «Zones», septembre 2010, 223 p, 14 €.

(3) Textuel, août 2012, 112 p, 12 €.

(4) Titre de l'excellent essai réédité fin avril 2013 chez Agone à Mar seille, 336 p, 20€. Sortie originelle chez Laffont en février 1986

Non, c'était à Colmar, pas à Tel Aviv !

Vous vous souvenez peut-être de ces douze femmes et hommes de Mulhouse, âgés de 23 à 68 ans, épris de justice pour tous les êtres humains, y compris pour les Palestiniens. C'est pourquoi ils n'ont pu rester inactifs en 2009 quand la barbarie israélienne a bombardé pendant 23 jours la population de Gaza, faisant 1500 morts dont 500 enfants, des milliers de blessés graves et de nombreuses destructions de logements, d'écoles, d'hôpitaux et autres équipements publics. Ils ont évidemment participé aux grandes manifestations de protestation. Mais comme toujours depuis 1948, l'Etat d'Israël a poursuivi en toute impunité ses crimes à l'encontre du peuple palestinien.

Ils se sont alors engagés dans la campagne internationale de boycott, de désinvestissement et de sanctions (BDS) à l'égard d'Israël, jusqu'à ce que cet Etat respecte les droits fondamentaux des Palestiniens. Lancée en 2005 par les Palestiniens eux-mêmes cette campagne non-violente, inspirée notamment de celle menée contre l'Afrique du Sud pour faire cesser l'apartheid, est soutenue par des personnalités prestigieuses en France, dans le monde et même en Israël. Récemment Gideon Levy, célèbre journaliste israélien a déclaré dans Haaretz que «*l'appel au boycott est une exigence, dernier refuge d'un patriote*». En France, c'est le Parti de Gauche qui vient de s'engager aussi dans la campagne BDS.

Les militants mulhousiens ont à plusieurs reprises distribué des tracts dans des commerces de l'agglomération mulhousienne, invitant les clients à ne pas acheter les produits exportés par Israël et listant des exemples de marques concernées. La première page de ce tract portait une citation du prix Nobel de la paix sud-africain Desmond Tutu. Chaque fois la grande majorité des clients était réceptive à cette information. Mais à la suite de leurs deux visites chez Carrefour en septembre 2009 et mai 2010, ces militants ont été poursuivis en correctionnelle pour rien moins qu'une «*incitation à la discrimination et à la haine raciale*» sur plaintes d'organisations pro-israéliennes : le Bureau de Vigilance Contre l'Antisémitisme, l'Alliance France-Israël, la chambre de commerce France-Israël, Avocats Sans Frontières et la LICRA (Ligue Internationale contre le racisme et l'antisémitisme).

Quant à la raison pour laquelle, ils sont poursuivis pour ces actions chez Carrefour et pas pour les actions identiques dans divers autres magasins, je vous laisse la deviner.

Le tribunal correctionnel de Mulhouse **les a relaxés le 17 novembre 2011** en précisant que leur action s'inscrivait dans le cadre légal de la liberté d'expression sur un problème politique et qu'elle ne devait en aucun cas être qualifiée d'incitation à la discrimination et à la haine raciale. Mais dans les jours qui suivirent, le parquet général a fait appel de ce jugement, en application des directives de la ministre de la Justice Alliot-Marie, qui ont été réaffirmées explicitement par Taubira.

Ils espéraient que la cour d'appel de Colmar allait confirmer leur relaxe, ceci conformément à un arrêt de 2011 de la cour d'appel de Paris et à un arrêt tout récent de la cour de cassation concernant une affaire similaire. D'autant que leurs témoins, comme chacun d'eux, avaient rappelé les motivations de leur action non violente pour le respect des droits des Palestiniens et que leurs avocats avaient démontré sa légalité.

Ils ont donc été non seulement surpris mais scandalisés d'être **condamnés par cette cour d'appel de Colmar, le 27 novembre 2013**, chacun à 1000€ avec sursis pour chacune de ces deux actions de boycott des produits israéliens, menées à l'hypermarché Carrefour de Mulhouse. Auxquels s'ajoutent, pour chacun, 120 € de droit fixe de procédure et 28 000 € de dommages et intérêts et de frais de justice à verser solidairement, sans sursis, au profit du Bureau de Vigilance Contre l'Antisémitisme, l'Alliance France-Israël, Avocats Sans Frontières et la LICRA, qui comme leurs noms ne l'indiquent pas, soutiennent de fait les crimes commis par Israël. La Cour d'appel a cependant débouté la chambre de commerce France-Israël.

A la grande surprise de nombreux juristes, cette cour assimile des produits venant d'un Etat à des personnes, et l'Etat à une ethnie, ou une nation. Les sommes exigées sont aussi extraordinairement élevées au regard des affaires de même nature, des moyens modestes de ces militants, comme de ceux des organisations qui les soutiennent.

En revanche le tribunal correctionnel de Pontoise vient de prononcer le 20

décembre dernier, **une relaxe générale** de sept militants poursuivis dans une affaire similaire.

A l'évidence il s'agit d'un **procès politique** dont le verdict politique a pour objectif de faire taire toute critique à l'égard d'Israël et de réprimer le mouvement de solidarité avec les Palestiniens.

Les atteintes aux libertés fondamentales se multiplient ces dernières années en France quel que soit le gouvernement et notamment s'agissant du soutien au peuple palestinien. **Il n'y a qu'en France où l'on assiste à ce type de procès** alors que cette campagne se développe dans le monde entier.

Mais ce coup dur ne fera pas céder ces militants mulhousiens, d'autant plus que les souffrances endurées par les Palestiniens en Cisjordanie, à Gaza, en Israël et dans les camps de réfugiés, nécessitent de poursuivre et même d'amplifier la mobilisation.

Leurs avocats ont introduit un **pourvoi en cassation** contre ce jugement inique, mais cette procédure n'est évidemment pas gratuite et son coût va s'ajouter aux sommes déjà engagées à ce jour et à celles citées ci-dessus.

Ils sont reconnaissants à leurs six témoins venus les soutenir devant le tribunal correctionnel et devant la Cour d'appel, face à des avocats sionistes aux arguments particulièrement détestables; reconnaissants aussi à leurs trois avocats qui ont, dans une parfaite complémentarité, déployé toute leur compétence pour faire prévaloir le droit.

Ils remercient très sincèrement toutes les personnes et organisations qui les ont soutenus jusqu'ici, sous différentes formes, en signant la pétition de soutien, en venant nombreux, souvent de loin et par tous les temps, témoigner leur solidarité lors des nombreuses audiences, et en contribuant financièrement aux frais de justice.

Ils regrettent vivement d'être contraints de faire appel à nouveau à toutes les personnes attachées à la sauvegarde des libertés dans notre pays et à la solidarité avec les Palestiniens. Ils les remercient par avance pour leur chèque même modeste, en échange d'un reçu fiscal, à :

ASSOCIATION FRANCE PALESTINE SOLIDARITE /
AFPS68 BP 70436
68007 COLMAR CEDEX
Mentionnez au verso de v/chèque :
«pour la campagne BDS»

A Tel Aviv,

c'était la déclaration d'amour de Flamby à Bibi

Les 17, 18 et 19 novembre derniers Hollande a effectué un voyage mémorable à Tel-Aviv. Accompagné d'une demi-douzaine de ministres et de nombreux grands patrons, il y a affirmé le «soutien indéfectible de la France» à Israël et donné «une nouvelle impulsion» à cette «relation notamment sur les plans économique, scientifique et culturel au plus haut niveau».

«Ici a été créée une société ouverte, fondée sur l'égalité de droit de tous les citoyens, sans distinction de croyance ou de sexe, comme l'avaient voulu vos pères fondateurs» a-t-il déclaré devant la Knesset. «Vous êtes une grande démocratie – vous l'avez rappelé et vous pouvez en être fiers– car malgré les épreuves que vous avez rencontrées, jamais, je dis bien jamais, vous n'avez cédé sur la démocratie, sur le pluralisme, sur les droits. Vous nous faites grand honneur quand vous citez les philosophes des Lumières, les principes de la Révolution française. Mais nous les partageons, ils ne nous appartiennent pas, ils sont universels, comme les principes et les valeurs du judaïsme». Renversant ! Oui, vous avez bien lu, les 20% d'habitants d'Israël qui sont Palestiniens n'existent pas. L'apartheid qu'ils subissent depuis 66 ans, non plus ! Tous les autres Palestiniens sous occupation, ou blocus ou en exil, goûtent avec gourmandise les valeurs des Lumières et du judaïsme !

Au cas où d'aucuns en aurait douté, il a ajouté : «Je suis votre ami et le serai toujours» et toute honte bue en fin de soirée, il n'hésita pas à évoquer «un chant d'amour pour Israël et ses dirigeants» devant Bibi et son entourage !

Bon, au-delà des effusions énamourées, il est allé là-bas pour renforcer la coopération militaire et industrielle entre la France et Israël. Et pour réaffirmer son intransigeance envers l'Iran sur le nucléaire. Pour Hollande, il n'est pas question de réduire en quoi que ce soit l'armement nucléaire français qui échappe à l'austérité, il est légitime qu'un Etat aussi dangereux et agressif qu'Israël dispose de 200 têtes thermonucléaires et des vecteurs balistiques à longue portée, sans parler du Pakistan ou de l'Inde, mais il est inadmissible que l'Iran essaie de s'équiper. S'agissant d'Israël, il ne faut surtout pas le dire, l'Israélien Vanunu a pris 18 ans de taule pour en avoir parlé, et de plus c'est l'illustre Guy Mollet qui a donné la bombe à ses amis Ben Gourion et Shimon Peres.

Le 29 novembre 1947,

c'était le plan de partage de la Palestine

C'est en effet il y a 66 ans que l'ONU a décidé le partage de la Palestine pour y créer un Etat «juif», instituant ainsi un déni durable des droits fondamentaux du peuple palestinien. Pour combien d'années encore ?!

Les conditions en sont tellement iniques qu'elles méritent d'être rappelées.

Le mouvement sioniste, créé à Bâle par Théodore Hertzl en 1897, était resté jusque là minoritaire chez les Juifs, même si la déclaration de Balfour en 1917 l'avait conforté dans son objectif de créer un foyer juif en Palestine. La colonisation juive y progressait mais c'est l'extermination des Juifs d'Europe par les nazis qui a conduit à l'hégémonie du sionisme et à une amplification de la colonisation de la Palestine.

Jusqu'en 1947 la Palestine était un pays sous mandat britannique. La colonisation juive s'est imposée par la force à la fois au peuple palestinien et au pouvoir mandataire. Les groupes terroristes sionistes, dirigés par les Shamir et Begin, entre autres, multipliaient les attentats contre les Anglais et contre les Palestiniens.

En mai 1947, les Britanniques, affaiblis par la guerre et préoccupés par le reste de leur empire colonial, constatent leur échec à solutionner le problème palestinien, s'en remettent à l'ONU toute récente et souhaitent mettre fin à leur mandat. Plusieurs commissions sont alors créées par l'assemblée des Nations Unies. Parmi les solutions envisagées, c'est le plan de partage qui est retenu et soumis au vote. Une majorité des 2/3 est requise, mais non acquise ! La France elle-même s'abstient au début des votes. Les USA et l'URSS font pression sur leurs vassaux respectifs pour obtenir un vote favorable. La France et d'autres pays européens sont menacés d'être écartés du plan Marshall qui assure une part importante du financement de la reconstruction de l'Europe occidentale après guerre. Argument efficace à lui seul ! Les députés communistes aux ordres de Staline montent même à la tribune de l'assemblée nationale pour défendre le plan de partage de la Palestine. L'URSS ne voulait pas laisser les USA prendre seuls la place des Britanniques dans une région du monde, qu'ils savaient les uns et les autres, stratégique pour des décennies. La majorité a fini par être acquise le 29 novembre, après plusieurs votes et une semaine d'après négociations. La Grèce, par esprit

de résistance sans doute, a eu le courage de passer de l'abstention au vote contre. En revanche les pays d'Amérique Latine, les Philippines,... ont, comme la France obéi aux Américains, et les pays de l'Est aux Soviétiques.

Bref, deux ans après sa création, l'ONU a bafoué sa chartre pour créer un «Etat juif» sur le territoire de l'Etat de Palestine, sans tenir compte du refus palestinien et alors que ce n'était pas dans ses attributions. Et elle a provoqué en même temps un déni de justice envers le peuple palestinien. Certes la résolution de l'ONU avait aussi prévu théoriquement un Etat arabe sur la partie résiduelle du territoire palestinien et une administration de la ville de Jérusalem par les Nations Unies. L'Etat juif a été créé avec l'appui politique et militaire des USA et de l'URSS et les pays arabes voisins n'ont pas fait le poids aux côtés des Palestiniens.

Rien d'étonnant que cet Etat d'Israël, créé dans de telles conditions, n'ait jamais respecté aucune résolution des Nations Unies ou aucune règle de droit international. Ceci en toute impunité, y compris quand il commet des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité envers les Palestiniens.

Commencée avec la Naqba, c'est-à-dire le nettoyage ethnique de la Palestine en 1948 et les camps de réfugiés pour la majorité de ses habitants arabes, une guerre sans relâche est menée par Israël contre les Palestiniens depuis 66 ans. Des milliers de prisonniers dont des enfants torturés, massacres massifs à Gaza notamment, assassinats ciblés quotidiens, mur d'annexion, colonisation à grande échelle, blocus total de Gaza où survivent 1,7 million de Palestiniens sans eau potable, ni carburant, ni électricité, plus de 5 millions de réfugiés dispersés dans tout le Moyen-Orient, ..., trois générations ont déjà été sacrifiées. Combien d'années encore avant que cet Etat colonial et criminel soit mis hors d'état de nuire ?

Mandela disait : «Nous ne serons véritablement libres que lorsque le peuple palestinien aura retrouvé sa liberté». C'est pourquoi des milliers de citoyens du monde, de plus en plus nombreux, se font un devoir de boycotter Israël jusqu'à ce que tous les droits fondamentaux de tous les Palestiniens soient respectés.

Elsa Riching

Comme les Palestiniens, des Africains exigent des droits humains en Israël

Les guerres et persécutions en Erythrée, en Ethiopie, au Soudan, ont provoqué la fuite hors de leurs pays de milliers d'Africains. Nombre d'entre eux, après avoir traversé le Sinaï dans des conditions extrêmement difficiles et périlleuses, ont finalement réussi à franchir la frontière et ont pénétré en Israël. Ils seraient 53 000 qui, demandant le droit d'asile, subissent l'arbitraire le plus total : obtenant parfois des certificats de libération après avoir été emprisonnés «administrativement» pendant de longs mois, ils occupent des emplois sous payés dans des hôtels et des restaurants. Corvéables et emprisonnables à merci, ils subissent un mépris raciste des Israéliens blancs.

Renforçant le durcissement de la législation à leur encontre, un amendement a été voté par la Knesset, autorisant leur emprisonnement sans limitation de durée. D'autres mesures contraignent ceux qui tiennent des magasins africains à fermer boutique. Face à ce déni d'humanité, ces travailleurs, considérés comme des «infiltrés» sans droits, se sont mobilisés. A l'issue de 4 jours de grève, 10 000 d'entre eux ont manifesté devant la Knesset. Le Président de l'assemblée nationale a refusé de recevoir une délégation réclamant le droit d'asile. Ils ont «osé» tenir une conférence de presse et, le lendemain, ils étaient 20 000 sur la place Rabin à Tel-Aviv, pour protester contre le sort qui leur est imposé : pas de droits, pas de couverture maladie, refus d'accepter leurs enfants dans les écoles. C'est cet Etat «civilisé», démocratique qu'a salué Hollande le sioniste !!! Pouvait-il ignorer que Netanyahu traite ces Africains (comme les Palestiniens) de «*criminels*» et que dire de ses écrits postés sur sa page facebook : «*Maintenant nous sommes déterminés à éliminer (!) les travailleurs illégaux*» !

Quand on sait que ces mesures ne s'appliquent pas aux demandeurs d'asile en provenance pour la plupart de l'ex-URSS, dont le nombre est le double de celui des Africains, l'on mesure le caractère raciste de l'Etat et du gouvernement d'Israël. Il y a bien sûr dans la société israélienne des exceptions notables, comme celle du député travailliste Erel Margalit qui a déclaré à RFI : «*Comme Israélien, membre du peuple juif... je m'opposerai toujours au fait que des gens innocents, réfugiés ou immigrés soient jetés en prison sans procès*». Ces propos minoritaires soulignent, s'il en est besoin, malgré la dure réalité coloniale et oppressive de «l'Etat juif» que l'on doit distinguer le sionisme raciste du judaïsme.

GD

Combattre tous les racismes et s'opposer à l'Etat d'exception

La lutte contre le racisme est plus que jamais d'actualité. La corrida Valls-Dieudonné a tourné en boucle pendant deux semaines dans tous les médias. La dérive vers l'extrême-droite de cet humoriste qui combattait jadis le Front National, ne nous fait pas rire. Elle l'a conduit à tenir aujourd'hui des propos clairement antisémites donc inacceptables et condamnables. Mais cette histoire finit mal pour Dieudonné et surtout pour tous les citoyens attachés aux libertés fondamentales.

Le droit pénal permet justement de sanctionner les paroles de Dieudonné comme les diverses formes de racisme qui se multiplient contre les musulmans, les noirs, les Roms, les juifs, les homosexuels, etc. Toujours prompt à se mettre en avant notamment dans son rôle de «premier flic de France», le ministre de l'Intérieur s'est saisi de l'affaire en prenant l'initiative de faire interdire par les préfets les spectacles de Dieudonné à titre préventif pour atteinte à l'ordre public. Le tribunal administratif a censuré l'arrêté préfectoral, en se fondant sur l'état du droit administratif et de la jurisprudence en vigueur depuis 80 ans, qui garantit la liberté d'expression et refuse toute censure a priori. Mais Valls a obtenu du Conseil d'Etat une annulation du jugement du tribunal administratif c'est-à-dire un maintien de l'interdiction a priori des représentations de Dieudonné. Un juge unique statuant en moins de deux heures a remis en cause une jurisprudence fondamentale de l'assemblée générale du Conseil d'Etat datant de 1933 (arrêt Benjamin).

Des responsables politiques comme Eva Joly et Serge Coronado (EELV), le député PS Vincent Feltesse, notamment, et la Ligue des droits de l'homme, désapprouvent cette décision. Et de nombreux juristes éminents sont scandalisés que soit ainsi balayé le droit français en matière de liberté d'expression. Jack Lang, ancien professeur de droit public, parle «*d'une profonde régression*». Diane Roman, autre professeur de droit public, note que pour la première fois le Conseil d'Etat parle «*d'atteinte à la cohésion*

nationale». Elle précise que «*dans des dictatures, on justifie ainsi l'emprisonnement des opposants au régime*». Evelyne Sire-Marin, vice-présidente du tribunal de grande instance de Paris, membre de la Ligue des droits de l'homme, s'inquiète, elle aussi, rappelant les précédents de l'attaque des intégristes catholiques de l'association Civitas contre une pièce de théâtre et l'interdiction d'un meeting de soutien au peuple palestinien. Elle précise que le «*Conseil d'Etat admet que la seule crainte préalable que des propos interdits par la loi soient tenus dans des lieux publics, justifie l'interdiction de ces manifestations*». Alors «*que l'Etat de droit se caractérise par la nécessité de prouver, dans la réalité, que des faits répréhensibles ont eu lieu, avant de les interdire ou de les sanctionner*» rappelle-t-elle opportunément.

L'interdiction à titre préventif de meetings ou de manifestations jugées subversives n'est pas loin. La nouvelle droite «solférinienne» au pouvoir, nous ayant montré qu'elle comptait bien parachever l'oeuvre néfaste de ses prédécesseurs de la droite «canal historique», nous devons rester vigilants notamment à l'occasion de la réforme pénale de Taubira.

Méfions-nous de certains prétendus antiracistes comme Valls dont la saillie raciste anti-Roms a fait l'objet d'une plainte du MRAP, évidemment classée sans suite par la Cour de justice de la République ; comme Cukierman, actuel président du Conseil représentatif des institutions juives de France qui, aux présidentielles de 2002, «*espérait que la victoire de Le Pen servirait à réduire l'antisémitisme musulman et le comportement anti-israélien, parce que son score est un message aux musulmans, leur indiquant de se tenir tranquilles*» (!!!) ; et du «fameux» Hollande qui salue la mémoire de «l'affreux» Sharon, criminel de guerre qui a massacré à plusieurs reprises des milliers de Palestiniens.

Continuons le combat contre tous les racismes en même temps que contre la mise en place d'un Etat d'exception en France.

Jacques Ballouey

La situation en Egypte

Entretien avec Gilbert Achcar (1)

conduit par la revue *Akhbar El Adab* au Caire

Question: En Egypte, il y a en ce moment un débat autour de ce qui s'est passé le 30 juin 2013. S'agit-il d'une révolution ou d'un coup d'Etat? Quelle est votre analyse?

Gilbert Achcar: Je pense que le débat révolution ou coup d'Etat est un faux débat parce que cela impliquerait une contradiction radicale entre les deux termes. Or, ce n'était pas le cas à l'époque. Il y a eu une conjonction circonstancielle d'éléments.

Selon moi, le 30 juin a vu l'explosion d'une colère radicale des masses contre les agissements des Frères pendant la présidence Morsi qui traduisait un mouvement démocratique radical dans la foulée des grands soulèvements régionaux initiés début 2011. Les signatures rassemblées par les jeunes de Tamarrod, l'appel à manifester le 30 juin pour exiger de nouvelles élections présidentielles, tout cela relève d'une démocratie qui n'a rien à voir avec la démocratie formelle existant partout selon laquelle la volonté populaire ne s'exerce que par un vote, un seul jour tous les quatre ou cinq ans, suivant les pays. La démocratie réelle doit obligatoirement prévoir la révocation des élus et leur remplacement. Sinon, l'élu – et c'est ce qui se passe actuellement dans tous les pays du monde – est libre d'agir comme il l'entend et cela même s'il trahit toutes les promesses faites lors de son élection. De ce point de vue, le 30 juin marque une nouvelle étape de la révolution égyptienne ainsi que son approfondissement.

Le problème ne se limite pourtant pas à cela dans la mesure où se sont mêlés des éléments divers qui sont descendus dans la rue. Il y avait ceux qui ont manifesté pour crier leur colère contre leurs conditions de vie, contre la situation économique et sociale, mais aussi ceux qui ont manifesté pour un retour à l'ordre ancien et qu'on a appelés les *foulouls* [les partisans de l'ancien pouvoir] tout en sachant que cette expression n'est pas précise car «l'Etat profond» n'a jamais été écarté du pouvoir.

Ceux qui ont cru que la mise à l'écart de Tantaoui [président du Conseil suprême des Forces armées, CSFA, février 2011 à août 2012] et de Sami Hafez Annan [vice-président du CSFA] avec la nomination de Sissi [actuel ministre de la Défense et «patron» du gouvernement] relève de la révolution pré-Morsi réalisant la domination d'un pouvoir civil sur l'institution militaire se bercent d'illusions, comme j'ai pu le démontrer dans mon livre [*Le Peuple veut, Acte Sud*]

Ceci dit, nous avons vu en janvier-février 2011 les illusions populaires à propos de l'armée, d'où la désignation de ce qui s'est passé comme un coup d'Etat d'un point de vue pratique. De la même façon que le 11 février 2011 était un coup d'Etat militaire qui a conduit le CSFA à confisquer le pouvoir. Cette fois-ci l'armée a procédé à un coup d'Etat mais, ayant tiré profit de l'expérience précédente, elle a préféré mettre en avant des civils tout en sachant que l'homme fort du régime égyptien actuel n'est ni Hazem El Beblawi [premier ministre depuis le 9 juillet 2013], ni Adly Mansour [président par intérim], mais Abdel Fattah Al-Sissi

Comment voyez-vous la situation actuelle quatre mois après le 30 juin?

La situation actuelle est celle d'une transition qui se caractérise par une très grande instabilité grosse de contradictions. Apparemment, nous sommes en présence de deux camps: le camp du 30 juin et

celui des Frères. En réalité, le camp du 30 juin est hétéroclite, exactement de la même façon que le mouvement de janvier-février 2011 qui a rassemblé des Frères, des nassériens, des libéraux, la gauche ainsi que de nombreux non encartés. L'opposition à Moubarak et la volonté de s'en défaire étaient le seul point d'accord. En dehors de cela, rien ne les rassemblait et c'est ce qu'on a pu voir par la suite lorsque les Frères et les salafistes se sont alliés à l'armée pour le référendum de mars 2011 [amendements à la Constitution] contre l'opposition de gauche et l'opposition libérale. Cependant les modes d'action des Frères, leur volonté d'exercer seuls le pouvoir ainsi que de «frériser» le pays ont conduit à un changement dans la configuration des alliances. Après février 2011 nous avons trois forces principales qui étaient l'armée, les Frères ainsi que l'opposition de gauche et libérale dans toutes ses variantes. La troisième force a intensifié son combat contre les Frères, mais n'ayant pas la force organisationnelle autonome lui permettant de se débarrasser de Morsi elle a dû compter sur l'armée pour le faire.

Aujourd'hui, nous assistons à l'exacerbation des contradictions à l'intérieur de ce camp. Nous voyons par exemple les contradictions s'approfondir entre les jeunes du courant populaire avec le projet politique de voir Hamdeen Sabbahi comme candidat aux présidentielles et ceux qui soutiennent la direction des Forces armées et leur propagande effrénée en faveur d'une candidature Sissi.

Le problème est qu'une large fraction des libéraux, des nassériens, des gens de gauche croit naïvement que l'armée n'a agi que pour accomplir la volonté du peuple et que les militaires n'ont aucune envie d'exercer le pouvoir. Ceux-là voient l'armée comme ils veulent qu'elle soit et pas comme elle est réellement.

Nous assistons à une propagande énorme autour du rôle du général Sissi, on le compare à Nasser, on l'engage à se présenter comme candidat aux présidentielles. Est-ce que vous y voyez une issue à la situation actuelle?

Nous ne savons toujours pas si le ministre de la Défense se présentera aux élections présidentielles ou s'il préférera garder un poste moins exposé en restant à la tête de l'institution militaire, ce qui en ferait l'homme le plus puissant du pouvoir sans avoir à se mêler des affaires économiques et sociales. Le culte de la personnalité autour du général Sissi disparaîtrait s'il s'emparait de la présidence de la République, car nous ne sommes ni en 1952 ni en 1954. Nasser avait su gagner une popularité énorme en raison de grandes avancées en matière économique, sociale et nationale obtenues par les nationalisations, les grands projets, l'éducation, la santé, etc. Il est vrai que cela s'est fait dans le cadre d'une dictature militaire, mais il ne fait aucun doute que cette dictature avait des traits progressistes par beaucoup d'aspects et c'est ce qui explique la popularité de Nasser.

De nos jours cela ne peut en aucun cas se renouveler car l'institution militaire aujourd'hui est la garante des politiques économiques néolibérales depuis des dizaines d'années avec l'appui de l'Arabie saoudite et des Emirats pour financer le pays. En conséquence, elle conduit des politiques qui ne peuvent régler la crise sociale et économique que traverse l'Egypte. Cette position ne peut lui valoir une popularité à long terme, ce que nous voyons aujourd'hui est un sentiment très superficiel et artificiel qui disparaîtra rapidement à l'épreuve du pouvoir

Comment voyez-vous le projet des militaires? En d'autres termes ne peuvent-ils pas faire advenir un régime différent de celui de Moubarak?

Impossible et cela pour une raison simple, c'est la grande différence entre la révolution de 1952 et la situation actuelle, toute comparaison entre les deux est débile. Ceux qui ont mené la révolution de 1952 étaient de jeunes officiers subalternes qui se sont adjoint le général Naguib comme représentant des officiers de premier rang. Malgré leurs orientations politiques diverses – puisqu'on retrouvait chez les Officiers libres toute la palette des opposants à la royauté, depuis les islamistes jusqu'aux communistes – leurs objectifs exprimés par Nasser s'appuyaient sur un projet de changement radical, un projet nationaliste en premier lieu, ce qui a conduit à contrecarrer les intérêts des grandes puissances comme la Grande-Bretagne, la France, les Etats-Unis et bien entendu Israël. Cela dans un monde bipolaire avec la présence de l'Union soviétique à laquelle Nasser a pu s'adosser et a même imité dans plusieurs domaines. Nous étions donc devant des officiers de second rang qui voulaient servir leur patrie et leur peuple sans qu'on puisse douter de leur sincérité. Cette expérience s'est enracinée dans les années 50 jusqu'à la Charte du début des années 60 dans laquelle s'est concrétisé le projet nassérien.

Aujourd'hui où en sommes-nous ? Nous ne sommes pas devant un mouvement d'officiers subalternes prenant la direction de l'institution, mais du général Sissi et de la direction actuelle de l'armée qui était l'un des piliers essentiels du régime Moubarak. Sissi n'est pas un officier de second rang de l'ère Moubarak, mais bien le chef des Services des renseignements militaires. Il s'agit d'un Etat dans l'Etat avec des activités économiques dans des secteurs n'ayant rien à voir avec les affaires militaires. En conséquence la comparaison Nasser-Sissi n'a aucun sens, ils n'ont rien de commun sinon leur appartenance à l'armée. Ceux qui ont des illusions à ce sujet risquent de les perdre aussi vite que ceux qui ont cru en Morsi. En effet, de larges fractions du peuple avaient des illusions concernant Morsi. Elles se sont envolées à une allure stupéfiante, car il a été incapable de répondre aux besoins des masses: besoins économiques et sociaux puis besoins nationaux et politiques.

Nous assistons à un affaiblissement du mouvement des masses à l'exception des manifestations des Frères et il apparaît que la répression étatique revient en force. Voyez-vous cela de la même façon?

J'affirme que la situation ne se stabilisera pas parce que la crise économique et sociale en Egypte est importante et profonde, ce qui nous renvoie à la question essentielle: pourquoi a-t-on assisté à des explosions sociales dans la région? C'est que l'ampleur de la misère est indescriptible et que le déclencheur de la révolte arabe, ou plutôt ce que j'appelle la vague révolutionnaire de longue portée, s'enracine dans ces causes économiques et sociales. Il n'y a aucune possibilité de développement économique, d'où l'extension du chômage à une large échelle et plus particulièrement celui des jeunes. Cette situation n'a pas trouvé de solution mais au contraire, s'aggrave de jour en jour. La raison principale de cet arrêt de la croissance est l'abandon des gouvernements – en raison de leur orientation néolibérale – au secteur privé qui n'est absolument pas prêt à soutenir le développement économique. Dans les années 50, constatant que le secteur privé ne voulait pas accomplir cette tâche, Nasser a fait en sorte que ce soit l'Etat qui l'accomplisse. Peut-on imaginer que les autorités militaires actuelles aient un tel programme ? Celui qui l'envisage se berce d'illusions.

Si nous revenons à l'autre camp, celui des Frères, nous avons cru dans les premiers temps que nous assistions au début de la fin de l'islam politique, mais il semble qu'ils soient revenus encore une fois à leur posture de victimes. Qu'en pensez-vous?

Les agissements des militaires contre la révolution populaire ont permis aux Frères d'apparaître comme les représentants de la révolution de janvier. Ils se sont emparés du drapeau de la démocratie, le problème étant que la violence qu'ils ont subie leur a permis de jouer sur ce tableau. Dans les faits, il est cependant apparu que les Frères étaient d'un aveuglement politique surprenant. Ils n'ont pas essayé durant l'ère Morsi de construire une large coalition nationale, sachant que Morsi n'a été élu qu'au deuxième tour par des électeurs qui n'ont voté pour lui que parce qu'ils ne voulaient pas d'un retour à l'ancien régime.

Les Frères ont agi d'une façon complètement isolée, sans tenir compte de quiconque, croyant que leur heure était venue et que Dieu y veillerait; ce qui les a éloignés de tous, y compris des salafistes. La direction actuelle des Frères représentant le courant intégriste de la Confrérie a fait la preuve exemplaire de sa bêtise politique. Celle-ci n'avait pas un degré suffisant de lucidité politique pour apprécier l'ampleur des manifestations du 30 juin. Lorsqu'en France les manifestations de mai 68 se sont déclenchées contre de Gaulle – personnage historique sans commune mesure avec Morsi –, ce dernier a appelé à des élections législatives anticipées, puis à un référendum sur son projet politique. Il a perdu, d'où sa démission du poste de président.

Ce type de propositions aurait permis à la confrérie de sortir de l'impasse, mais Morsi s'est accroché à la présidence en arguant de sa légitimité. Une fois destitué, il est apparu clairement que la conjonction des forces armées avec un mouvement populaire puissant était bien plus forte que les Frères. Malgré cela ils se sont obstinés dans leur bêtise et leur aveuglement politique en appelant à la poursuite de manifestations ridicules – dont le seul résultat a été d'augmenter le nombre de victimes – réclamant le retour de Morsi au lieu de s'emparer des propositions de médiation américaines et européennes.

Quel est l'avenir des Frères à court terme?

Tout pouvoir en Egypte, qui n'aurait pas un programme de changement social et économique, qui reproduirait la politique suivie au temps de Moubarak et poursuivie par Morsi et qui s'appuierait sur le royaume saoudien et les Etats-Unis échouera tôt ou tard et aura à affronter la colère des masses. A ce moment-là les Frères essaieront d'en tirer profit et je pense que c'est ce qu'ils envisagent.

La rue les croira-t-elle à nouveau?

C'est possible naturellement dans la mesure où le discours des Frères s'appuiera sur l'argument qu'on ne leur a pas laissé le temps d'appliquer leur projet de refondation, qu'on leur a semé des embûches et démis leur président après seulement un an, etc. C'est un discours qui peut paraître convaincant dans une situation de colère populaire contre le pouvoir actuel et si aucune force d'opposition différente représentant les aspirations progressistes des masses n'émerge sur la scène politique. C'est la seule explication logique que je vois à leur attitude présente sinon elle n'a aucun sens.

Croyez-vous à la possibilité du recours par les Frères à la lutte armée et que le scénario syrien se reproduise en Egypte?

Je ne crois pas. Ce scénario est très éloigné de l'Egypte parce que la formation de l'Etat syrien est complètement différente. Pour s'approcher de cette formation imaginez que le président de la République égyptienne soit chrétien ainsi que les profiteurs et les grands capitalistes, que les trois quarts des officiers soient chrétiens, que les forces spéciales militaires, les plus importantes de l'armée, soient entièrement chrétiennes, hommes du rang et officiers, voici ce qu'est la situation en Syrie à la différence que ceux qui occupent ces postes sont alaouites et non chrétiens, sachant que la proportion d'alaouites en Syrie est à peu près la même que celle des chrétiens en Egypte.

D'un autre côté, je ne crois pas que les Frères glisseront sur la pente d'un tel projet qui serait suicidaire à tout point de vue. Il se peut que certains milieux takfiristes [qui considèrent tout musulman ne partageant pas leur point de vue comme un apostat] s'y rallieront comme on peut le voir par exemple dans le Sinaï, mais pas les Frères en tant qu'organisation. Jusqu'à présent, aussi bien l'armée que les Frères agissent dans des limites convenues.

Les Frères ne prendront pas les armes et l'armée ne liquidera pas la Confrérie. Les Frères resteront dans l'attente de la prochaine explosion populaire suscitée par la crise économique et sociale non réglée, conscients que ceux qui représenteront l'opposition à ce moment-là gagneront une grande popularité. C'est là qu'on peut voir un danger immédiat avec le balancement constant des progressistes entre les deux camps: celui de l'ordre ancien et celui des Frères.

Pour sortir de cette situation, il faudrait l'émergence d'un troisième camp qui reprendrait le mot d'ordre apparu à la fin du règne du CSFA: «Ni foulouls, ni Frères... la révolution est toujours sur la place»

Traduit de l'arabe par Hoda Ahmed; publié au Caire le 10 nov 2013 in *revue Akhbar El Adabe* et le 24 sur le site de la revue suisse *A l'encontre*

- (1) Gilbert Achcar est un chercheur franco-libanais et écrivain. Depuis 2007, il est professeur à la School of Oriental and African Studies de l'Université de Londres, donnant des cours sur les questions de développement et de relations internationales.

Les Amis de l'émancipation sociale et les Amis du Monde Diplomatique, en collaboration avec les cinémas, vous invitent à découvrir ce film :

Ne vivons plus comme des esclaves de Yannis Youlountas (1)

et débattre avec lui

mardi 18 février à 20h15
à Lure, cinéma Méliès

mercredi 19 février à 20h15
à Montbéliard, cinéma le Colisée

jeudi 20 février à 20h
à Mulhouse, cinéma le Bel Air

(1) Philosophe, poète, écrivain et réalisateur franco-grec, il a diversement écrit sur la «crise grecque» ces dernières années. Cette fois, il délaisse l'analyse chiffrée pour un grand bol d'air frais, d'enthousiasme et d'utopies en marche, issu de la mer Egée. Venu des catacombes grecques de l'Europe, un murmure traverse le continent dévasté : *Ne vivons plus comme des esclaves*. Loin des sirènes médiatiques sur la Grèce qui taisent résistance et alternatives, bienvenue de l'autre côté pour répandre les antidotes au système qui distille résignation, égoïsme et peur : la persévérance même dans l'adversité, l'amour indéfectibles de l'humanité et la dignité de résister au système qui la tyrannise et la rend méconnaissable

Pour plus d'infos :

<http://nevivonspluscommedesesclaves.net>

<http://nevivonspluscommedesesclaves.net/spip.php?rubrique3>

Prix Nobel alternatifs

Le 2 décembre, dans l'enceinte du Riksdag, la chambre des députés à Stockholm, s'est déroulée la 34e cérémonie de remise du Right Livelihood Award. Cette distinction, initiée en 1980 par le philatéliste suédois Jakob von Uexkull(1), récompense des personnes et/ou des associations qui s'attèlent à des solutions viables de nature à répondre aux défis planétaires les plus urgents (protection des écosystèmes, éradication de la pauvreté, recherche non armée de la paix...).

L'entomologiste Hans Rudolf Herren (66 ans) est le premier Suisse à obtenir le «*Prix Nobel alternatif*». Entre 1982 et 1993, il avait réussi à lutter efficacement contre la cochenille menaçant, dans vingt-quatre pays africains, les plantations de manioc. Il avait mobilisé 1,6 million d'ichneumonides, des hyménoptères importés du Paraguay, qui pondent leurs œufs dans l'abdomen des parasites pour les occire. Cette méthode biologique avait sauvé la vie à... vingt millions d'êtres humains. Hostile à l'emploi de pesticides et aux OGM, le président de la Fondation Biovision, qu'il a créée en 1998 à Zurich, fustige les firmes agro-industrielles qui surexploitent les ressources mondiales, dévastent la biodiversité et s'arc-boutent contre tout changement contraire à leurs intérêts mercantiles. Il consacrera la dotation de 57 000 euros à des projets au Sénégal.

L'avocat palestinien Raji Surani (59 ans) défend depuis trois décennies des compatriotes traduits devant des tribunaux militaires israéliens. Lui-même fut arrêté, torturé et incarcéré à six reprises en raison de ses activités politiques. En 1995, l'Autorité palestinienne le retint captif pour avoir critiqué certaines de ses mesures de coercition. Dans la foulée de sa détention, il monta le Centre palestinien pour les Droits de l'Homme, qui enquête sur les violations dans les territoires occupés et compte aujourd'hui soixante-quatre collaborateur(-trice)s à Gaza et Ramallah. Il déplore que la communauté internationale s'accommode de la situation qu'endure son peuple depuis quarante-sept ans. Quoique lauréat, en 1991 avec Avigdor Feldman, du Prix Robert Francis Kennedy, le père de deux enfants est persona non grata aux States...

Le gynécologue-obstétricien congolais Denis Mukwege (59 ans) a soigné et réconforté dans son hôpital de Panzi (province du Kivu) quelque quarante mille femmes victimes de viols collectifs dans le cadre de la guerre qui ravage son pays depuis les années quatre-vingt-dix. Après avoir dénoncé sans ambages les groupes de sicaires dans un discours devant les Nations Unies, il avait échappé d'extrême justesse, le 25 octobre 2012, à un attentat dans sa maison à Bukavu. Son gardien avait tenté de s'interposer; il lui sauva la vie en perdant la sienne. Celui qui avait effectué ses études de spécialisation à Angers ne se déplace plus que très rarement sans protection rapprochée. Le 8 juillet dernier, Yamina Benguigui, ministre déléguée chargée de la francophonie, l'avait décoré de la Légion d'honneur, à Bukavu. Le 21 novembre, au musée du quai Branly à Paris, la sommité du traitement des fistules avait reçu des mains de François Hollande le Prix de la Fondation Chirac pour la prévention des conflits.

L'Américain Paul Walker (68 ans), directeur de Green Cross International, organisation fondée le 20 avril 1993 à Kyoto par Michael Gorbachev, est un pionnier en matière de prohibition des armes chimiques. Sous son égide, cinquante-cinq mille tonnes furent détruites. Lors de son service militaire au Vietnam, il acquit la conviction de l'urgence d'un désarmement ou à tout le moins d'un contrôle drastique des stocks d'engins utilisables.

René Hamm

(1) ACC janvier 2013

Rencontres et Lectures à contre courant

Premières mesures révolutionnaires

L'ordre existant, ce scandale permanent et mondial, ne répond plus à personne, ni de rien. Il a renoncé à tout argument, hormis celui de la force. Aussi, nous ne le critiquerons plus, nous l'attaquerons. Pour attaquer, il faut constituer une force et disposer d'un plan. Ce livre est une proposition de plan pour rendre l'insurrection irréversible, pour que le vieux monde ne puisse plus faire retour, passé le moment où le pouvoir se sera évaporé, où ses débris tournoieront dans le vide. Un plan pour sortir du cycle trop connu des révolutions ratées. Quant à la force, nous la constituerons en commun, tout en discutant, en amendant ce plan, en en formant un meilleur. Avec tous ceux qui n'en peuvent plus et qui attendent que quelque chose se lève pour nous porter ailleurs. Il faut faire vite : le vent de la révolte parcourt le monde et le domino français ne va pas tarder, comme bien d'autres avant lui, à tomber. Rencontrons-nous. Organisons-nous. Soulevons-nous.

Hazan Eric & Kamo, *Premières mesures révolutionnaires*, Editions La Fabrique, 116 p., 8 €

Inf'OGM

Inf'OGM est une association de veille citoyenne qui décrypte l'actualité mondiale et propose un service unique d'information francophone sur les OGM, les biotechnologies et les semences. Son journal, disponible sur abonnement, paraît tous les deux mois pour fournir une information critique, indépendante et accessible à tout public.

Au sommaire de son numéro 125 (novembre-décembre 2013) : Une opposition de plus en plus critique aux OGM en Inde. OGM insecticides : les insectes acquièrent une résistance aux protéines censées les tuer. Un dossier sur le traité international sur les semences. Un article (de Jacques Testart) sur l'AFIS qui est une association qui a la prétention de défendre la science contre les «obscurantistes» qui la détournent pour couvrir des entreprises «charlatanesques» et qui défend toutes les «innovations» technologiques, du nucléaire aux OGM en passant par les nanotechnologies.

Pour tout contact : 01 48 51 65 40 ou [infogm@infogm.org](mailto:info@infogm.org) ou Inf'OGM 2 B rue Jules Ferry 93100 MONTREUIL

Retour à Marx

Le retour à Marx face à l'échec de l'expérience soviétique et face à l'impasse actuelle de ce qui fut au XXe siècle la social-démocratie n'a rien de passéiste. Il s'agit, pour Yvon Quiniou, de montrer toute la pertinence de la pensée du philosophe allemand dans une perspective de sortie du capitalisme.

L'hégémonie intellectuelle, que le libéralisme tend à imposer aux esprits a pour conséquence et pour objectif de ruiner tout espoir en une alternative au capitalisme. Or, de crise en crise, celui-ci ne cesse de montrer ses limites, nous faisant courir le risque de nous mener vers le pire des systèmes. Essai politique résolument engagé, cet ouvrage est une intervention passionnée et passionnante dans le débat idéologique actuel et met en valeur la pensée marxienne et son projet communiste, tel qu'il n'a jamais été réalisé.

Quiniou Yvon, *Retour à Marx - Pour une société post-capitaliste*, Editions Buchet-Chastel, 176 p., 15 €

La galaxie Dieudonné

Depuis ses premiers «dérapages» il y a plus de dix ans, Dieudonné a rassemblé autour de lui des soutiens hétéroclites.

«Sept familles» gravitent autour de celui qui se présente comme le «trublion de la politique». D'abord constituée le temps d'un scandale ou d'une élection, la nébuleuse participe ensuite d'un projet plus large et ambitieux. Un nouveau cycle historique de l'extrême droite semble se cristalliser.

Réseaux, contacts, convergences et parcours des diverses composantes de la «galaxie Dieudonné» sont ici minutieusement examinés et analysés : négationnistes, conspirationnistes, «rouges-bruns», vieux routiers de l'extrême droite, fondamentalistes musulmans, illuminés, se retrouvent et se croisent. C'est le carrefour des liaisons dangereuses où l'antisémitisme se pare des oripeaux de l'antisionisme et le nationalisme se dissimule derrière le droit à la différence.

Ce livre au plus proche des sources invite à un voyage au bout de la nuit. L'investigation dévoile l'imposture d'un histrion qui prétend parler au nom des damnés de la terre. L'enquête arrache le masque derrière lequel se dissimule une extrême droite révolutionnaire en guerre contre l'«Empire».

Briganti Michel Déchot André, Gautier Jean-Paul *La galaxie Dieudonné - Pour en finir avec les impostures*, Editions Syllepse, 192 p., 10 €

Michel Foucault et la généalogie des sexes

Le champ de réception du travail de Michel Foucault n'en finit pas de s'élargir, tant sur le plan géographique que thématique. Les études de genre(s) ne font pas exception : la méthode archéologique foucauldienne stimule des approches originales de l'histoire des femmes, des questions d'identité, de la sexualité et des relations de pouvoir entre les sexes. Voici une réflexion parfaitement documentée sur l'apport de Foucault au féminisme et aux questions éthiques qui s'y lient.

Rodriguez Magda Rosa Maria, *Michel Foucault et la généalogie des sexes*, traduit de l'espagnol par Geoffroy Huard, Editions de l'Harmattan, 280 p., 28 €

Dettes : 5 000 ans d'histoire

Voici un livre capital, best-seller aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, en cours de traduction dans plus de dix pays, commis par l'un des intellectuels initiateurs d'Occupy Wall Street à New York. Un livre qui remet en perspective l'histoire de la dette depuis 5 000 ans et développe une approche totalement nouvelle. Il démontre magistralement que le système de crédit précède la naissance de la monnaie et que la dette a donc toujours structuré nos systèmes économiques et nos rapports sociaux. Il montre également que le vocabulaire des écrits juridiques et religieux de l'Antiquité (des mots comme "culpabilité", "pardon" et "rédemption") est issu en grande partie de ces affrontements antiques sur la dette, et qu'il fonde jusqu'à nos conceptions les plus fondamentales du bien et du mal. Sans en avoir conscience nous livrons toujours ces combats. Un essai passionnant et essentiel qui nous permet de mieux comprendre l'histoire de notre passé, ainsi que l'avenir de notre économie.

Graeber David, *Dettes : 5 000 ans d'histoire*, traduction par F. et P. Chemla, Editions Les Liens qui libèrent, 29,90 €

A nos lectrices et lecteurs

Après la Libération, la libre circulation des idées paraissait essentielle pour éviter de nouvelles horreurs. C'est ainsi que –inspirées du programme du CNR- des dispositions ont été prises pour favoriser la diffusion de la presse écrite. La Poste –qui était alors un service public- devait apporter sa contribution en acceptant de distribuer les journaux à un tarif inférieur au coût réel.

Cela fait maintenant une vingtaine d'années que les «socialistes» et libéraux s'ingénient à détruire ce dispositif qui a le tort à leurs yeux d'entraver la recherche de profit et donc de retarder la privatisation de la Poste. Résultat : des milliers de petites revues comme la nôtre ont disparu, victimes de contraintes financières et matérielles de plus en plus lourdes. La Poste –qui n'est plus un service public- nous impose une nouvelle contrainte qui nous amène à ne plus insérer l'encart qui nous permettait d'alerter lectrices et lecteurs en fin d'abonnement ou de prospection. Mais on s'accroche ! Et...

...Nous faisons appel à votre vigilance en vous demandant d'observer le rabat de l'étiquette autocollante ci-dessous à gauche :

Si un gros point rouge apparaît ci-dessous sur le rabat de l'étiquette d'adressage autocollante, réabonnez-vous !

Découpez le bulletin ci-contre et fournissez-nous sur papier libre-si vous le pouvez- les coordonnées postales de personnes potentiellement intéressées par ACC que nous leur enverrons en prospection, avec mention de votre nom.

C'est l'un de nos rares moyens de susciter de nouveaux abonnements donc de survivre.

Nous proposons différentes formules :

Réabonnement simple	10 euros (1 an 10 numéros)	
de soutien	15 ou 20 euros ou plus (1 an 10 numéros)	
de diffusion	20 euros (1 an pour 4 ex à votre domicile)	
parrainage	15 euros [v/réabonn ^t + (ré)abonn ^t de la personne de v/choix dont vous nous indiquez l'adresse]	
Paiement par chèque	A l'ordre d' <i>A Contre Courant</i>	
par paypal	10 euros Sur n/site www.acontrecourant.org	
Pour nous joindre	Fax	03 52 05 57 57 (dp ^t 52)
	Courriel	aesfc@orange.fr

Impression et direction de publication

**Jean FORCHANTRE 1 rue Hugo
52100 BETTANCOURT LA FERREE**

BULLETIN D'ABONNEMENT

10 numéros pendant 1 an

J'indique mes coordonnées postales (en MAJ) :

.....
.....
.....
.....
.....

Je coche la formule choisie et complète le cas échéant :

Simple	<input type="checkbox"/>	10 €
De soutien	<input type="checkbox"/>	
Faibles ressources Selon disponibilités	<input type="checkbox"/>	

Je joins mon chèque à l'ordre d'*A Contre Courant*

CPPAP 0213 G 87630	Dispensé timbrage	Mulhouse - PIC
A CONTRE COURANT SERVICE ABONNEMENTS BP 12123 68060 MULHOUSE CEDEX 2		 PRESSE DISTRIBUÉE PAR LA POSTE
Déposé le		

page	sommaire
1	Edito : Le turbo dans le pédalo
2	Pas de numéro de décembre dans votre boîte
3-4-5	Le fond de l'air est gris Sur la signification de la mobilisation bretonne
6	Lus pour vous
7-8-9	Non, c'était à Colmar, pas à Tel Aviv
9	Droits humains en Israël – Combattre tous les racismes et s'opposer à l'Etat d'exception
10-11	La situation en Egypte (Entretien de G. Achcar)
11-12	Spectacles - Prix Nobel alternatifs
13	Rencontres & Lectures
14	Abonnements - Contacts

Comité de réalisation

J. Ballouey - L. Dalstein – JL Celle - G. Deneux
J. Forchantre - O. Mangeot - B. Marion
A. et D. Walter – dessins de Dédé